

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

REVUE IVOIRIENNE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES HUMAINES



Volume VIII - Numéro 15 Juin 2018 ISSN : 2313-7908
N° DEPOT LEGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Doh Ludovic FIÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 03 01 08 85

(+225) 03 47 11 75

(+225) 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : [http:// perspectivesphilosophiques.net](http://perspectivesphilosophiques.net)

ISSN : 2313-7908

N° DEPOT LEGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Doh Ludovic FIÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : Dr. **Assouma BAMBA**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉANAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA.
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Alassane OUATTARA
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANO, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Yahot CHRISTOPHE, Professeur des Universités, Métaphysique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Yahot CHRISTOPHE, Professeur des Universités, Métaphysique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Dr. Abou SANGARÉ, Maître de Conférences
Dr. Donisongui SORO, Maître de Conférences
Dr Alexis KOFFI KOFFI, Maître-Assistant
Dr. Kouma YOUSOUF, Maître de Conférences
Dr. Lucien BIAGNÉ, Maître de Conférences
Dr. Nicolas Kolotioloma YEO, Maître-Assistant
Dr. Steven BROU, Maître de Conférences
Secrétaire de rédaction : **Dr. Blé Sylvère KOUAHO**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr. Grégoire TRAORÉ**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Prof. Antoine KOUAKOU**, Professeur des Universités

SOMMAIRE

1. Pouvoir politique et richesse matérielle en Afrique à l'aune du penser platonicien, Bi Gooré Marcellin GALA.....	1
2. Montesquieu, philosophe ancien ou moderne ?, Daniel Chifolo FOFANA.....	21
3. Le développement durable en Afrique subsaharienne : de l'indifférence aux actions concrètes, Salif YÉO.....	39
4. Isaiäah Berlin : un critique de la liberté chez Jean-Jacques Rousseau, Marceline EBIA.....	59
5. Vice et éthique de la participation dans les processus de délibération publique, Anicet Laurent QUENUM.....	87
6. Y a-t-il un humanisme de la mondialisation ?, Ezechiel Kauhoun Kpangba KOUAKOU	105
7. Le défi de la <i>glocalisation</i> dans la recherche sur les droits de l'homme et leur éclosion en Afrique, Bilakani TONYEME.....	115
8. Conséquences sociales des mesures de lutte contre le virus Ebola en Côte d'Ivoire, Noel Kouadio AHI, Antoine DROH et Djané dit Fatogoma ADOU	134

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des

préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

**POUVOIR POLITIQUE ET RICHESSE MATÉRIELLE EN AFRIQUE
À L'AUNE DU PENSER PLATONICIEN**

Bi Gooré Marcellin GALA

Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire)

galagoore@yahoo.fr

Résumé :

Dans l'imaginaire africain, le lien entre la politique et l'acquisition des richesses matérielles semble être naturel et quasi insécable. Aussi, l'engagement politique, en contexte africain, apparaît-il comme la meilleure des voies d'un enrichissement rapide et d'un confort matériel personnels assurés. Cela justifie la présence de logiques immorales de prédation, promouvant l'égoïsme primaire, le mépris du bien commun, et occasionnant, de ce fait, des révoltes et des crises sociopolitiques dommageables à la vie communautaire. Au regard du philosophe platonicien, la politique comme voie d'enrichissement matériel est, en réalité, la conséquence de l'ignorance des vertus morales et d'une terrible confusion dans la hiérarchie des valeurs. Pour lui, les vertus morales et l'intérêt commun, qui sont les vraies richesses, constituent les véritables principes d'une politique soucieuse du bien de l'ensemble des citoyens. De tels principes devraient servir de modèles aux dirigeants et futurs gouvernants africains pour une renaissance politique de ce continent.

Mots-clés : Afrique, Communauté, Gouvernant, Pouvoir politique, Richesse matérielle, Vertu.

Abstract :

In the imaginary African, the tie between the politics and the acquirement of wealth seems to be natural and almost indivisible. Also, the political involvement, in African context, appears it as the best of the ways of a fast enrichment and a comfort material staffs insureds. It justifies the presence of immoralities predations, promoting primary selfishness, the contempt of the common good, and causing thereby, the revolts and the prejudicial socio-political crises to the communal life. To the look to Plato's philosophize, the politics like way of material enrichment is, actually, the consequence of ignorance of the moral virtues and a terrifying confusion in values hierarchy.

For him, moral virtues and common interest, that are true welfares, constitute the real principles of a politics aiming at citizens' welfare. Such principles should serve as models to the leaders and African governors futures for a political rebirth of this continent.

Keywords : Africa, Community, Governor, Political power, Material wealth, Virtue.

Introduction

L'Afrique est encore malheureusement le lieu de grandes confusions. Il est possible, entre autres, de citer la curieuse synonymie qui s'y établit entre la politique et l'enrichissement matériel personnel. Cela est d'autant plus ancré dans les esprits que, le plus souvent, dans ce continent, « la richesse est entre les mains (...) des gouvernants » (T. Mendy, 2006, p. 69). Ces dirigeants qui institutionnalisent ainsi la prise en otage des biens de la collectivité ne contribuent guère à démentir la perversion de la politique en Afrique comme moyen de faire corps avec la richesse. À les observer, on se rend bien vite compte que l'intérêt personnel et les règles du profit sans fin, au grand dam du bien de leurs concitoyens, sont les véritables maîtres-mots de la politique.

Avec ces Africains oligarques, la noble acception de la politique, comme science de la gestion vertueuse de la cité qu'enseignait Platon, est résolument rejetée dans les lointains de l'archaïsme, pour laisser place à celle perçue comme un gagne-pain. Les abus du pouvoir, les actes de barbarie avec leurs corollaires d'injustice, sont les conséquences inéluctables de cette acception et pratique étriquées du pouvoir politique. Or, selon Platon, la politique est, avant tout, liée aux soins à apporter à l'âme du citoyen, afin de la rendre vertueuse. Il s'agit, par l'éducation, d'assurer les conditions optimales pour la transformation et l'épanouissement efficients de l'individu. Cela dit, les dirigeants, qui ont en vue la possession de la richesse matérielle, gouverneraient, comme en Afrique, dans leur intérêt propre et non dans celui de la communauté. Cela n'est pas sans rappeler encore une fois l'intimité du rapport entre l'activité politique en Afrique et le désir malsain d'un enrichissement matériel sans borne.

Mais, demandons-nous en quoi la politique en Afrique se confond-elle avec le désir égoïste d'un enrichissement matériel et quelle solution peut-on apporter à la lumière du philosophe platonicien ? L'analyse de cette préoccupation centrale mobilise les interrogations subsidiaires suivantes qui orienteront notre cheminement : la politique, construite autour de l'amour des richesses matérielles, n'est-elle pas à l'origine des crises et des conflits sociopolitiques constatés dans les États africains ? Si tel est le cas, n'apparaît-il pas urgent de restaurer les droits d'une véritable renaissance politique en Afrique, en s'inspirant du modèle platonicien ?

Cette contribution entend démontrer, à la lumière de la pensée platonicienne et à l'aide d'une approche analytique, que trop souvent en Afrique, la politique est galvaudée, au sens où elle ne représente qu'un simple moyen d'acquisition personnelle de biens matériels ; d'où la misère qu'elle installe au sein des États. Cela admis, seule une pratique politique brodée sur le modèle platonicien, établissant la mesure dans l'enrichissement personnel des dirigeants et la primauté de l'intérêt de la collectivité, assurerait proprement le salut du continent africain. Aussi, apparaît-il judicieux de montrer, premièrement, que la passion des dirigeants pour les richesses matérielles est à la fois l'enjeu de la politique et la cause des crises sociopolitiques en Afrique ; et deuxièmement, de relever que la recherche des vertus, comme vraies richesses, et de l'intérêt commun garantira la renaissance politique dans les États africains.

1. L'accaparement des richesses matérielles : enjeu de la politique et cause des crises sociopolitiques en Afrique

Les crises sociopolitiques que traverse le continent africain sont une résultante de la passion que ses dirigeants ont pour les richesses matérielles. Ces derniers usent, sans gêne, des méthodes les plus cyniques pour s'approprier illégalement les biens de la communauté. Il s'ensuit, de la part des populations, des réactions de révolte aboutissant à des crises qui affectent constamment les États. C'est dire que, derrière l'ambition de briguer des postes de hautes responsabilités politiques, se dissimule, en réalité, le souci

inavoué de la garantie d'une meilleure condition matérielle d'existence personnelle.

1.1. L'accaparement des biens matériels : enjeu de la politique en Afrique

La politique, consistant fondamentalement en l'art de gérer et d'organiser la société en vue du bien de la collectivité, semble ne pas recueillir l'assentiment de nombre d'Africains. Ainsi, la plupart du temps, les dirigeants politiques trahissent le serment prêté de se mettre au service de leurs populations, en abusant de celles-ci par des schémas d'exploitation des ressources matérielles à des fins personnelles. Selon les dires de D. Cohen (2010, p. 27), ces hommes politiques « ne se contentent pas de prélever au passage une dîme sur les richesses produites. Ils appauvrissent jusqu'à l'extrême les nations qu'ils gouvernent. Ils transforment en misère, quand elles existent, les ressources minières ou pétrolières de leurs pays ». Cela signifie que, ce qui compte, pour la majorité des dirigeants, c'est bien l'accaparement des richesses du pays, et non le noble projet de contribuer à son épanouissement.

Le contraste choquant entre la pauvreté des Africains et la richesse de leur continent est, pour une assez large part, le fait de leurs gouvernants. En effet, les biens nationaux sont constamment l'objet de pillages massifs au profit de cette minorité de hauts dignitaires oligarques alors que les populations avilies et humiliées sont incapables d'assurer le minimum vital. Or, à en croire C. Rogue (2005, p. 51), « l'accaparement de la propriété par une minorité d'oligarques conduit en effet à ne même plus accomplir correctement, pour les pauvres, cette fonction économique minimale qu'est la satisfaction du besoin ». Autrement dit, les besoins fondamentaux du peuple en nourriture, en vêtements, en accès à l'eau potable et en soins de première nécessité sont loin d'être, pour ces dirigeants possédants, des priorités à assouvir.

Cette réalité est vécue presque partout au sein des États africains. Par exemple, dans un pays comme la République Démocratique du Congo¹ qui dispose des meilleurs gisements métallifères et forestiers du monde, les populations demeurent curieusement piégées dans l'ancre de la pauvreté. Si l'on en croit H. Mahicka (2018, p. 238), les citoyens y « sont pauvres parmi les pauvres de la planète (...). Leur richesse est aujourd'hui sous contrôle d'un gouvernement qui (...) possède désormais l'ensemble du sol, du sous-sol et du vivant ». Visiblement, en République Démocratique du Congo, les richesses du pays échappent injustement aux forces vives de la nation au bénéfice d'une catégorie restreinte de personnes voraces. On peut en dire de même pour la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine etc., pays riches en matières premières, mais où la majorité des populations demeure encore dans le tunnel de la misère, alors que leurs dirigeants détiennent de grandes richesses émanant des ressources publiques.

La passion pour la conquête et l'accumulation privée des biens publics reste donc vive dans le champ politique africain. Presqu'aucun dirigeant ne réussit sérieusement à résister à son pouvoir enchanteur. Ainsi, de moins nantis qu'ils étaient avant leur accession aux charges publiques, ils baignent dans l'opulence après seulement quelques mois de fonction. F. Kanvaly (1998, p. 224) n'avait nullement tort quand il faisait remarquer que « la confusion dans la gestion des biens sociaux entre la propriété privée et le bien de l'État est une des caractéristiques du pouvoir politique en Afrique ». La transparence dans la gestion du patrimoine commun est le plus souvent inexistante dans les États africains.

L'impunité régnant au cœur du jeu politique, « on trouve toujours le même enchaînement : un pouvoir corrompu qui engage des dépenses inutiles pour détourner l'argent public, des caisses d'investissement immédiatement vidées, ou des programmes d'aides sociales qui sont détournés de leur fin » (D. Cohen,

¹ L'indéniable richesse de La République Démocratique du Congo se perçoit à travers ses immenses réserves de bois exportables et de minerais en Cobalt, en cuivre, en diamant, en or, en étain et bien d'autres ressources qui attirent la convoitise des grandes puissances mondiales.

2010, p. 28). Ces agissements savamment planifiés prouvent que le combat pour le développement est très souvent loin du programme politique de ces gouvernants : l'objectif étant d'être à l'abri du manque matériel. L'appropriation du patrimoine collectif par le dirigeant établit bien la thèse d'une personnification de l'État et milite en faveur de l'existence d'un réel sentiment d'égoïsme politique en Afrique.

L'altruisme et la philanthropie n'ayant plus aucun sens à leurs yeux, ces politiques n'éprouvent aucune gêne à voir leur peuple croupir sous le poids de la misère. Voilà pourquoi, l'homme politique africain est bien, selon le mot de S. Diakité (2014, p. 67), « ce prédateur qui veut le tout ou ne laisse que le presque-rien ». La possession du confort matériel est donc ce qui détermine l'ambition et l'exercice d'un pouvoir sans partage des politiques africains. C'est la raison pour laquelle, les nombreux engagements pris et les promesses faites lors des campagnes électorales ne sont presque jamais respectés. La règle d'or est qu'une fois les échéances électorales terminées, les heureux élus rompent tout contact avec ces populations qui les ont portés aux charges publiques, pour espérer les retrouver plus tard, lors des prochaines campagnes. Le voile démagogique qui enveloppe le dire politique montre que les peuples africains sont bernés, infantilisés, ridiculisés par leurs dirigeants.

La corruption est au cœur de ces idéologies manipulatrices, et le discours qui demeure quasiment le même partout, au soir de la victoire, laisse toujours entendre que « les caisses, au propre et au figuré, sont vides » (A. Kabou, 1991, p. 181). Cela donne le sentiment que l'exercice de la gouvernance politique débute toujours par une table rase économique. Le plus souvent, le dirigeant fraîchement élu se trouve à la tête d'un pays économiquement très affaibli, du fait des pillages et expropriations de fonds tous azimuts. Les compétitions électorales deviennent ainsi des occasions où les pays sombrent davantage économiquement. Au lendemain de son élection, le Président libérien George Weah, par exemple, n'a pas manqué de chanter, lui aussi, la ritournelle des caisses vides.

Où va l'argent du pays au terme des échéances électorales en Afrique ? Qui vide les caisses du trésor public : les gouvernants entrants ou sortants ? Sur ces interrogations, le flou reste toujours entretenu. Mais, la vérité est que l'appropriation des richesses du continent par ses propres gouvernants est une honteuse constance bien connue. On comprend pourquoi l'Afrique enregistre si souvent les détournements de deniers publics, les fraudes et les scandales financiers les plus incroyables. À cet effet, les observations judicieuses de J.-M. Ela (1994, p. 164) font état de ce que « dans l'univers de la fraude, de l'escroquerie et de la supercherie, d'éminentes personnalités politiques sont ébranlées compte tenu de la collusion du pouvoir et de l'argent ». L'actualité récente sur l'implication de nombreux membres de la classe politique comorienne sous les régimes des présidents Abdallah Sambi et Ikililou Dhoinine, de l'ex-président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud et de l'ex-ministre du pétrole nigériane, Diézani Alison-Madueke dans les détournements de fonds publics, est un élément qui justifie hélas que le pouvoir est un vecteur d'enrichissement illicite en Afrique. La fortune douteuse d'hommes politiques actuels et d'anciens dirigeants en dit assez long sur ce rapprochement flagrant entre le pouvoir et la richesse matérielle.

De cette analyse, il ressort que la course aux richesses matérielles est ce qui détermine en réalité la politique en Afrique. L'appropriation monopolistique de ces biens éphémères par les dirigeants a pour conséquences directes un désordre politique et un déchaînement de crises sociopolitiques récurrentes.

1.2. L'appropriation monopolistique des biens publics : un abus du pouvoir à l'origine des crises sociopolitiques en Afrique

La politique fondée sur le détournement des biens de la communauté à des fins personnelles aboutit à des travers et des crises sociopolitiques. En effet, les crises sociopolitiques récurrentes qui enfoncent l'Afrique dans l'abîme du désespoir découlent des agissements immatures de certains leaders politiques africains, soucieux de défendre leurs intérêts personnels au détriment de ceux de l'ensemble du peuple. Le système de centralisation excessive du pouvoir politique et économique et le refus de certains dirigeants

de rendre des comptes sont des approches courantes, favorisant la primauté de l'intérêt personnel comme méthode de gouvernement en Afrique.

Dans ce contexte, une distribution inégalitaire et injuste des ressources du pays se fait jour : les dirigeants se comportent comme si le patrimoine de l'État leur appartenait en propre. Ils en disposent comme ils l'entendent, les distribuent comme ils le veulent. Le plus souvent, ils en donnent plus à leurs proches, et presque rien aux autres. Les accents de cet absolutisme du pouvoir avaient été indiqués par T. Mendy (2006, p. 71) quand il notait que l'ex-président sénégalais A. Wade s'octroyait « tous les pouvoirs et les droits de décider tout ce qu'il veut, de nommer et de limoger qui il veut, quand il veut et comme il veut ». En un mot, cet ancien dirigeant était comme "le dieu" de sa nation. Comme Wade, la majorité des gouvernants africains se comportent exactement comme s'ils avaient droit de propriété sur leur pays et ses biens, droit de vie et de mort sur leurs concitoyens.

En agissant ainsi, ces leaders africains adhèrent malheureusement à une conception calliclésienne du pouvoir politique apparenté à l'arbitraire, à la domination et à la jouissance personnelle. En effet, pour le Calliclès du *Gorgias* de Platon (2011, 492c), la vertu des gouvernants consiste à suivre sans résistance leurs propres penchants au point d'être capables, lors d'un partage de ressources, de « donner à leurs amis une plus grosse part » qu'aux autres. Cette approche abusive du pouvoir, contribuant au délitement de l'État, est prégnante en Afrique. Cela fait dire à R. Dussey (2008, p. 65) que « l'appareil d'État en Afrique fonctionne la plupart du temps sur le mode prébendier, parasitaire, c'est-à-dire sur le mode d'un prélèvement d'une rente redistribuée entre les segments de l'élite au pouvoir », des individus du clan, de la région ou du parti. La prédominance de l'intérêt personnel et du sentiment tribal ou partisan fait que « seuls ceux qui appartiennent à la même ethnie que le chef de l'État occupent des postes clés, "juteux" pour dilapider les biens de l'État » (R. Dussey, 2008, p. 74).

Dans ce cas, l'idée d'une puissance publique, travaillant pour le bien de l'ensemble des citoyens, n'est plus à l'ordre du jour. Les richesses nationales sont

partagées entre une poignée d'individus, laissant pour compte la majorité des citoyens. Or, un gouvernement ou une cité « qui fait de l'accumulation illimitée des richesses une fin en soi ne peut éviter à terme le courroux de la majorité appauvrie » (A. Nguidjol, 2008, p. 65). Car, tous les autres citoyens vivant dans l'indigence et la précarité, à la réserve des dirigeants et de leurs proches, ne resteront pas sans réactions. Ces populations laissées pour compte sont souvent à l'origine des mouvements de révolte conduisant à de graves violences.

Cette atmosphère sociale favorise quelque fois la tentative ou la prise du pouvoir d'État par l'armée ; ce qui ne complique pas moins la situation d'instabilité, de désordre et de division dans l'État ou dans la cité. Le Platon (2011, 551d) de la *République* dira qu'« une telle cité, nécessairement, ne sera pas une cité, mais deux : une cité des pauvres, une cité des riches, habitant en un même lieu et conspirant constamment les uns contre les autres ». C'est dire que l'appropriation des biens communautaires par une frange de la population conduit bien évidemment à des mécontentements, des frustrations et des révoltes. L'unité nationale, en ce sens, sera fragilisée et il en résultera une fracture sociale opposant la minorité riche à la majorité pauvre.

Il n'est donc pas abusif d'admettre avec H. Mahicka, (2018, p. 156) qu'en Afrique, « l'accaparement de la rente est au cœur des conflits politiques ». La gestion opaque des richesses nationales conduit de toute évidence à des violences destructrices qui ruinent la stabilité des États, et établit pour vraie la thèse selon laquelle « tout système politique reposant entièrement sur l'intérêt personnel (...) ne peut être stable pendant bien longtemps » (S. Diakité, 2016, p. 18). Cela signifie qu'il importe de se convaincre que là où triomphe l'égoïsme politique, la révolution et les soulèvements populaires finissent inéluctablement par s'y manifester. Ce fût le cas récemment au Burkina Faso où, le peuple, exaspéré, a fini par se soulever pour mettre fin au régime de Blaise Compaoré. Le refus du partage du pouvoir et de ses biens entraîne bien souvent la naissance des maux sociaux.

Voilà pourquoi, les crises sociopolitiques, les guerres civiles liées aux antagonismes tribaux ou à des intérêts divergents au sein d'un même État sont

quasiment la norme en Afrique. Pour leurs intérêts personnels, certains leaders politiques laissent des groupes sociaux s'opposer et se livrer à des affrontements sanglants. La misère et la frustration s'ensuivent ; et celles-ci deviennent encore plus insupportables quand l'on se rend compte que les gouvernants imposent, par des procédés habilement élaborés, leurs successeurs, dans l'optique d'assurer encore leur place dans cet univers de kleptocrates, même lorsqu'ils n'assumeront plus directement les charges publiques. Ainsi, la misère du peuple secrétée par le mal politique de l'égoïsme économique conduira assurément à des affrontements fratricides. Car, l'exploitation et la réification d'un groupement humain ne peuvent se faire impunément.

En somme, la confiscation et l'utilisation des ressources matérielles de la communauté à des fins personnelles justifient l'absolutisme et la dictature de la plupart des dirigeants politiques africains. Une telle attitude méprisante expose le continent à de nombreuses crises sociopolitiques dévastatrices et meurtrières. C'est pourquoi, pour Platon, il est « essentiel à la rectitude politique que la même classe ne soit pas détentrice à la fois du pouvoir politique et de la richesse » (M. Canto-Sperber, 2001, p. 176). La philosophie politique de Platon apparaît alors, à bon droit, comme un modèle servant à élaborer une pratique politique susceptible d'assurer l'épanouissement des citoyens des États africains.

2. La politique chez Platon comme architecture paradigmatique : pour une pratique politique vertueuse en faveur de l'intérêt commun en Afrique

La scène que présente la politique africaine est encore insatisfaisante. Les citoyens qui investissent ce champ ne s'en font pas toujours une idée assez exacte. La preuve est qu'ils sont plus enclins à se servir eux-mêmes, alors qu'ils devraient, comme l'entend Platon, gérer les intérêts de la communauté entière, en prendre soin ; de sorte à favoriser l'émergence de citoyens vertueux et utiles à la construction de leur État.

2.1. L'activité politique comme soin de la communauté chez Platon

Contrairement à son acception africaine, l'activité politique est perçue par Platon comme une entreprise orientée vers le bien de la collectivité. Sa vocation est avant tout d'être altruiste, en ce sens qu'elle ne vise guère prioritairement les intérêts du politique lui-même, mais de ceux en faveur desquels est exercée l'action politique. Cette vérité est mise en relief par M. Dixsaut (2016, p. 566) lorsqu'elle affirme que « l'action politique n'a aucun effet (...) sur celui qui l'exerce (...). Elle a pour finalité le bien des gouvernés, non celui du gouvernant ». Autrement dit, l'exercice politique véritable est plus une question de responsabilité envers les gouvernés qu'un simple privilège, qui fait du dirigeant un chef usant de sa position pour réaliser ses propres desseins et ambitions matérielles.

Dans la perspective platonicienne, l'art politique n'est jamais en rupture avec l'idée de soins à apporter aux concitoyens en vue de leur pleine réalisation. En fait, pour Platon, la technique politique est un art spécifique qui trouve sa justification dans l'obligation qu'ont les hommes d'organiser dorénavant leur vie à partir du moment où le retrait des divinités créatrices et dirigeantes s'est vu établir. Ainsi, en s'aidant du mythe cosmologique du *Politique*, Platon (2011, 274d) souligne cette nécessité de l'organisation politique en ces termes : « Lorsque les hommes furent privés de la providence qu'assurèrent les dieux, (...) ils durent apprendre à se conduire par eux-mêmes et à prendre soin d'eux-mêmes ». En d'autres mots, la politique est une œuvre humaine calquée sur le modèle du soin divin, en vue du bien-être de la communauté. En tant qu'aide à l'auto-détermination, l'activité politique vise à remédier à la situation d'abandon dans laquelle se trouve l'homme, en tissant la cité en un tout unifié. C'est dire qu'elle prend soin des citoyens et des lois dans l'optique d'unifier en un tissu, les caractères opposés qui risquent d'installer la division dans la communauté.

Les avatars des conflits sociopolitiques d'Athènes ont conduit Platon à vouloir introduire un nouvel ordre dans la politique. Et « ce nouvel ordre politique implique une cité où les citoyens se comporteraient de manière excellente » (L. Brisson, 2017, p. 134). En d'autres termes, l'espoir du rétablissement de l'ordre

politique passe inévitablement par la voie de la réforme des citoyens. Voilà pourquoi, l'introduction de l'excellence dans le comportement citoyen est justement l'une des tâches essentielles du vrai politique. Ce dernier a la responsabilité de créer les conditions d'un progrès social en assurant et en veillant sur l'éducation de ses concitoyens. C'est dire qu'il a le devoir de les rendre meilleurs, de contribuer au changement de leur mode de vie. F. L. Lisi (2006, p. 234) a raison de noter que la politique est perçue, par Platon, comme « une technique essentiellement formatrice, qui doit rendre l'âme meilleure au moyen de l'éducation ». Il en ressort que la science politique a pour fin ultime le traitement de l'âme humaine en vue de sa bonification.

En tant que véritable science thérapeutique, la politique est à l'âme ce que la médecine représente pour le corps. Ce rapprochement entre la politique et la médecine souligne que l'homme d'État ne se contentera pas seulement de gouverner, mais devra faire une vraie œuvre d'éducation en administrant des soins appropriés au corps politique. Dans ce sens, écrit J. Lombard (1999, p. 36-37), « l'éducation même, qui est au cœur de la *politeia*, le mouvement par lequel se forment les citoyens, est un traitement en vue de l'excellence et de la vertu, comparable à celui que prescrit le médecin en vue de la santé ». La politique consiste donc principalement à prendre soin de la communauté en l'éduquant à la vertu. Le lien que la politique entretient avec l'éducation sous-entend que la cité elle-même se trouve dans un état pathologique. Et c'est la raison pour laquelle elle a besoin d'avoir à sa tête un politique thérapeute, et non un politique sangsue qui aggraverait davantage son état de morbidité. Une telle analyse émane du fait que, selon Platon, le gouvernant est l'homme qui a reçu, lui-même, une éducation lui permettant d'être au service de sa cité. Cette éducation aura forgé en lui des dispositions particulières lui donnant de sacrifier ses intérêts personnels au bénéfice de ceux de sa cité.

À cet égard, le politique, dans la vision platonicienne, est tout l'opposé de son homologue africain pour qui l'exercice de la gouvernance politique confère quantité de richesses matérielles ; lesquelles contribuent, à leur tour, à augmenter la puissance, à conserver et à consolider le pouvoir politique du leader. Si l'idée de ce cycle de prédation politico-économique rédhibitoire est

fermement maintenue en terre africaine, pour Platon, par contre, le politique doit s'engager non seulement à assurer la sécurité collective des citoyens, à favoriser la construction d'un environnement social harmonieux, mais surtout à forger le sens moral de toute la communauté.

Dans l'*Apologie de Socrate*, l'invitation que lançait Platon (2011, 29d-e) au citoyen athénien s'inscrivait dans cette perspective morale : « Athénien (...), n'as-tu pas honte de te soucier de la façon d'augmenter le plus possible richesses, réputation et honneurs, alors que tu n'as aucun souci de la pensée, de la vérité et de l'amélioration de ton âme, et que tu n'y songes même pas ? ». Pour le fondateur de l'Académie, le citoyen tout comme le politique doit accorder la priorité au développement de sa vie intérieure plus qu'au progrès de sa vie matérielle ; car, l'humain, à la différence des autres êtres, est essentiellement caractérisé par son âme.

La formation morale de l'âme, qui se confond proprement au sens platonicien avec la politique, affranchit des penchants et des passions les plus sauvages, et permet l'éclosion de la vertu dans la cité. Dans ce contexte, « le but de la politique n'est donc ni la conquête, ni l'enrichissement général, mais la vertu collective » (M. Prélot et G. Lescuyer, 1984, p. 62). En faisant de la formation à la vie vertueuse l'objectif principal de l'activité politique, Platon a tracé de toute évidence les conditions d'une renaissance politique dans les cités en général ; et celles-ci peuvent être particulièrement utiles à l'Afrique.

2.2. La promotion des valeurs morales et de l'intérêt commun : gage de la renaissance politique en Afrique

La passion que les gouvernants éprouvent pour les richesses matérielles constitue un réel acte préjudiciable au progrès de la politique en Afrique. Elle justifie, au sein des États, l'existence de cycles de violence, de dictature, de tribalisme, de scènes ignominieuses de corruption et de détournements récurrents de fonds publics. Au regard de la prolifération de ces fléaux et crises de tous ordres en Afrique, il est loisible d'affirmer que les hommes politiques n'ont pas encore compris le sens des propos du Platon (2011, 66c) du *Phédon* selon lequel, « les guerres ont pour origine l'appropriation des richesses ».

Car, lorsqu'un dirigeant et ses proches, manquant de sens du partage, accaparent les richesses de l'État, ils exposent *ipso facto* les autres membres à la misère et rabaissent la condition humaine. Dans la *République*, Platon (2011, 552d) laisse bien entendre, à cet égard, que la mendicité régnante de la cité est l'effet de la présence des gouvernants véreux et égoïstes tels « des voleurs, des coupeurs de bourses, (...) et des auteurs de toute espèce de maux de ce genre », dont l'action maligne contraint les citoyens à une vie de mendicité extrême. De telles bassesses qui délitent les relations humaines révèlent la faiblesse de la politique africaine. Cela instruit sur l'idée qu'en Afrique, la politique et les valeurs morales s'excluent mutuellement ; mieux, que les biens matériels représentent la vertu politique même.

En faisant allusion à cette idée, C. Yahot (2015, p. 202) tire la conclusion selon laquelle, en Afrique, « le dirigeant politique, en tant que gardien des valeurs républicaines, d'une part, et concepteur d'un programme de développement national, d'autre part, n'existe pas véritablement, ni dans l'esprit et encore moins dans la pratique ». Il en ressort que, parce qu'évoluant en dehors d'un cadre axiologique convenable, la politique africaine demeure encore malheureusement une politique induisant la misère des peuples.

Au regard du penser platonicien, cette vision, à caractère matérialiste, est l'indice d'une vraie décadence politique. Il faudra donc la réorienter vers la recherche de l'intérêt commun et la promotion des vertus morales, seules véritables richesses susceptibles de garantir la restauration politique d'une cité. Il en résulte que les États qui visent une renaissance politique devront mettre à leur tête des gouvernants qui font de la vertu et de la promotion de la gestion des ressources matérielles dans l'intérêt général les principes politiques suprêmes. Et seuls ces leaders auront le statut de gens véritablement riches. À ce sujet, Platon (2011, 520e-521a) écrit :

Si tu peux découvrir, pour ceux qui s'apprêtent à diriger, une vie meilleure que le pouvoir, tu peux alors faire advenir une cité bien administrée. C'est en effet dans cette cité seulement que dirigeront ceux qui sont réellement riches : riches non pas d'or, mais de cette richesse qui est nécessaire à l'homme heureux, c'est-à-dire une vie bonne et remplie de sagesse.

La vie bonne et pleine de sagesse, c'est-à-dire la vie vertueuse est ce qui donne à la politique sa rectitude et conduit l'homme d'État à émettre des jugements éclairés, à poser des actions allant dans le sens de la prospérité sociale. Elle lui procure un profond sens de discernement et lui permet de suivre les règles de ce qui vaut le mieux pour lui-même et pour ses concitoyens. C'est en ce sens que, pour Platon, le dirigeant idéal est sans nul doute le philosophe ; car, la sagesse, qui habite comme une lumière l'âme de ce dernier, lui permet de délibérer en connaissance de cause, c'est-à-dire en direction des « choix les plus justes » (R. Bonan, 2014, p. 36) et d'élaborer des projets viables pour le bonheur de tous. La vertu de sagesse peut donc anoblir la politique africaine. C'est pourquoi, les politiques africains devront comprendre la nécessité de poser de nouveaux leviers en rapport avec une saine révision de la hiérarchie de leurs valeurs. En la matière, les vertus morales telles que la sagesse, la tempérance, le courage, la justice, et non le principe économique, devront constituer les repères essentiels de la vie politique.

L'usage de la vertu de tempérance, par exemple, aidera le politique à observer la mesure dans l'acquisition des richesses matérielles ; puisque la tempérance est la qualité qui assure la soumission des désirs à la raison humaine. Dans *l'Alcibiade*, en s'y référant, Platon (2011, 134b) déclare au jeune Alcibiade, candidat à la gouvernance politique athénienne, que ce n'est pas « en devenant riche qu'on se délivre du malheur, mais en devenant tempérant ». C'est dire que la passion des richesses n'est pas toujours la carte d'accès au bonheur, et la possession d'une grande fortune peut conduire dans le piège d'une grande servitude. Elle représente une menace pour le principe d'association politique, car elle fait oublier à son possesseur, obnubilé par ses biens personnels, les élans de solidarité, d'entraide et d'altruisme. En un mot, elle empêche les dirigeants d'être vertueux et de poser des actions allant dans le sens de l'intérêt de la collectivité.

Considérant que la trop grande fortune agit comme un maître despote, « Platon légitime la recherche d'une fortune à laquelle l'homme ne deviendra guère simple serviteur » (A. Marouani, 2010, p. 136). La vertu de tempérance aidera donc le politique à la retenue, en le délivrant de l'orage et de l'esclavage

des passions des richesses. Convaincu ainsi que la décadence sociopolitique et morale relève d'une causalité économique, le philosophe Platon conseille humblement que la vertu politique réside dans la stricte limitation des biens matériels et dans des interventions favorisant l'épanouissement ou le bien-être commun des citoyens.

La vie politique vertueuse sera donc également liée à la question de la responsabilité politique des gouvernants des États, c'est-à-dire du devoir, pour ces derniers, de répondre des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le contexte africain, « cela suppose que chaque acteur mesure la plénitude de ses responsabilités et qu'il comprenne que chaque pas qu'il pose est un pas sacré pour son pays et que l'histoire de ce pas est l'histoire – pour - l'Afrique » (S. Diakité, 2014, p. 10). Cet appel à la vertu de responsabilité est une épître adressée à l'homme politique en vue de changer de paradigme, de l'inviter à poser des actes sensés à l'égard de ses concitoyens, et d'œuvrer ainsi pour la restauration de l'image de la politique en Afrique.

La destinée des peuples dépend en grande partie de la qualité des actions de leurs dirigeants. Pour cela, les dirigeants africains doivent définitivement rompre avec ce désir malsain d'exploiter et de dépouiller les gouvernés. Ils devront user de transparence dans la gestion des affaires publiques. Leur responsabilité se confinera à « assumer la production de biens et de services publics en conformité avec les besoins des populations et au profit de celles-ci » (M. Koulibaly, 2011, p. 79). Conduites par une haute éthique de la responsabilité, ces élites dirigeantes devront jouer uniment leur rôle de régulateur de la société, en faisant du sens du partage, de la générosité quelques principes directeurs de leur action gouvernementale. À l'opposé de cette idée, la transformation de la politique en une activité lucrative ou en une entreprise de défense d'intérêts personnels est bien un idéal biaisé et condamné à l'infécondité. Elle est tout le contraire d'un idéal de justice, susceptible d'instaurer la droiture et l'ordre au sein de la communauté politique.

La vraie pratique politique garde de la distance vis-à-vis d'une accumulation illimitée des biens matériels, tout en promouvant les valeurs morales de tempérance, de justice, du partage. Or, lorsque malheureusement l'homme d'État devient un possédant, il sera porté à diriger pour son propre avantage et non plus dans l'intérêt de l'État. Le politique africain devra se rendre à l'évidence que le souci de la gouvernance et celui de l'enrichissement personnel sans limite ne font très souvent pas bon ménage. À ce propos, Platon (2011, 550e-551a) fait remarquer ce qui suit :

N'y a-t-il pas entre la richesse et la vertu une différence telle que, si on se les représente posées l'une et l'autre sur les plateaux d'une balance, elles exercent leur pesée toujours dans un sens opposé ? (...). Si la richesse est honorée dans une cité, et aussi les riches, la vertu y sera moins honorée, de même que les gens de bien.

L'argumentation platonicienne laisse comprendre que les biens matériels et les vertus morales sont des valeurs antagoniques. Ainsi, lorsqu'un homme d'État fait de la quête des richesses la valeur absolue de la vie politique, il cesse d'être vertueux, et expose son État à la ruine. Car, dès lors que coïncident le désir de diriger et celui de s'enrichir, la politique perd de sa pureté, et se laisse, pour ainsi dire, revêtir de souillures. La voix de la sagesse de l'*Apologie de Socrate* laisse entendre, à cet effet, que « la fortune ne fait pas la vertu, mais que de la vertu provient la fortune et tout ce qui est avantageux, soit aux particuliers, soit à l'État » (Platon, 2011, 29d-30b). La vertu, c'est-à-dire la disposition au bien, a donc l'avantage d'assurer l'épanouissement complet de la cité. Aussi, dans tous les domaines et secteurs d'activité, l'absence de vertu ou d'excellence conduit-elle à poser des actes vicieux et destructeurs. Pour cela, le politique doit, à travers l'éducation civique, privilégier la vertu sociale.

Or, si l'on part du principe selon lequel un homme ne donne que ce qu'il possède, on consentira que le politique lui-même devra posséder la vertu qu'il aura à transmettre. C'est pourquoi, les vertus de justice, de tempérance, de courage et de sagesse ne devront ni être ignorées ni manquer au dirigeant africain. Ce dernier devra viser la recherche du bien commun. Il devra comprendre que les biens nationaux appartiennent à la communauté entière

et que tous doivent donc en bénéficier. À l'instar du philosophe-roi ou du roi-philosophe de Platon, le gouvernant africain devra donc privilégier l'intérêt supérieur de la collectivité, en cherchant chaque fois à satisfaire ses attentes. Il sera, pour ce faire, exclusivement au service de ces concitoyens, s'attachant à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques (emploi, éducation, santé, habitat, etc.), faisant une répartition rationnelle et un bon usage des ressources publiques. C'est dans la stricte observation de ces conditions que la politique en Afrique restaurera son image ternie par la maladie politique chronique de l'enrichissement matériel personnel.

Conclusion

En définitive, notons qu'il était question de montrer, à la lumière du penser platonicien, que la politique en Afrique entretient un lien direct avec les richesses matérielles, de sorte que l'engagement politique s'y révèle comme un véritable vecteur d'enrichissement matériel personnel. Cela justifie, au sein des États, la récurrence d'actes de corruption, de détournement et d'appropriation des biens publics à des fins personnelles. Cette pratique politique est à l'origine des pouvoirs dictatoriaux, des frustrations des peuples et des crises sociopolitiques regrettables. Eu égard à la pensée politique de Platon, il est loisible de dire que de tels égarements sont dus à l'ignorance du véritable but de la politique, comme soin de la communauté. Selon Platon, en effet, en tant qu'art qui se propose de prendre soin des âmes des citoyens, la politique a naturellement pour socle la morale et l'intérêt général. C'est pourquoi, les valeurs morales telles que la sagesse, la tempérance, la justice, le courage, l'altruisme, le partage seront les vraies richesses qui ne devront aucunement manquer au politique. Qui plus est, les conditions du bonheur public imposent que les dirigeants politiques changent leur mode de gestion de la chose publique. Le pouvoir politique ne doit pas donner l'occasion de jouir personnellement des biens publics au détriment des intérêts des populations. Il est impératif que les ressources matérielles des États aient une destination communautaire. Les politiques africains gagneraient donc à tourner le dos au détournement de deniers publics à des fins personnelles, en vue d'une plus juste redistribution des ressources étatiques. Ce faisant, ils

assureront l'épanouissement des citoyens et la renaissance politique dans les États africains.

Références bibliographiques

BONAN Ronald, 2014, *Platon*, Paris, Les Belles Lettres.

BRISSON Luc, 2017, *Platon*, Paris, Cerf.

CANTO-SPERBER Monique, 2001, *Éthiques grecques*, Paris, PUF.

COHEN Daniel, 2010, *Richesse du monde, Pauvretés des nations*, Paris, Flammarion.

DIAKITÉ Samba, 2014, *Politiques Africaines et Identités. Des liaisons dangereuses*, Québec, Différence Pérenne.

DIAKITÉ Samba, 2016, *Révolutions et développement. Pour une philosophie de l'émergence en Afrique*, Québec, Différence Pérenne.

DIXSAUT Monique, 2016, *Le naturel philosophe. Essai sur les Dialogues de Platon*, Paris, Jean Vrin.

DUSSEY Robert, 2008, *L'Afrique malade de ses hommes politiques*, Paris, Jean Picollec Éditeur.

ELA Jean-Marc, 1994, *Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre Ingérence, Pouvoir et Argent*, Paris, L'Harmattan.

FADIGA Kanvaly, 1998, *Stratégies africaines d'éducation et de développement autonome*, Abidjan, CEDA.

KABOU Axelle, 1991, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan.

KOULIBALY Mamadou, 2011, *La responsabilité politique. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.

LISI Francisco Leonardo, 2006, « La politique platonicienne : le gouvernement de la cité », Luc Brisson et Francesco Fronterotta (sous la direction de), *Lire Platon*, Paris, PUF, p. 231-247.

LOMBARD Jean, 1999, *Platon et la médecine. Le corps affaibli et l'âme attristée*, Paris, L'Harmattan.

MAHICKA Hervé, 2018, *L'Afrique une promesse. Comment l'Afrique s'éveillera*, Paris, Michalon Éditeur.

MAROUANI Ahmed, 2010, *Platon et l'homme dans les derniers Dialogues*, Paris, L'Harmattan.

MENDY Toumany, 2006, *Politique et puissance de l'argent au Sénégal. Les désarrois d'un peuple innocent*, Paris, L'Harmattan.

NGUIDJOL Antoine, 2008, *PLATON : le procès de la démocratie africaine*, Paris, L'Harmattan.

PLATON, 2011, « Alcibiade », *Œuvres Complètes*, traduction de Jean-François Pradeau et de Chantal Marboeuf, Paris, Flammarion.

PLATON, 2011, « Apologie de Socrate », *Œuvres Complètes*, traduction de Luc Brisson, Paris, Flammarion.

PLATON, 2011, « Gorgias », *Œuvres Complètes*, traduction de Luc Brisson et de Monique Canto-Sperber, Paris, Flammarion.

PLATON, 2011, « Phédon », *Œuvres Complètes*, traduction de Luc Brisson et de Monique Dixsaut, Paris, Flammarion.

PLATON, 2011, « Politique », *Œuvres Complètes*, traduction de Luc Brisson et de Jean-François-Pradeau, Paris, Flammarion.

PLATON, 2011, « République », *Œuvres Complètes*, traduction de Georges Leroux Paris, Flammarion.

PRÉLOT Marcel et LESCUYER Georges, 1984, *Histoire des idées politiques*, Paris, édition Jurisprudence générale, Dalloz.

ROGUE Christophe, 2005, *D'une cité l'autre. Essai sur la politique platonicienne, de la République aux Lois*, Paris, Armand Colin.

SPECTOR Céline, 1997, *Le Pouvoir*, textes choisis et présentés, Paris, Flammarion.

YAHOT Christophe, 2015, *Réflexions sur la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan.